



# Rapport d'activités

2021



## ► L'IREV

L'IREV est l'un des 19 centres de ressources Politique de la ville en France. Son territoire d'action : l'ensemble des contrats de ville des Hauts-de-France.

Constitué en GIP (groupement d'intérêt public), l'IREV rassemble l'Etat, la Région Hauts-de-France, les intercommunalités et les communes pilotes\* des contrats de ville ainsi que des membres associés\*. Cette gouvernance traduit la place de l'IREV dans le dialogue inter-institutionnel autour des enjeux de cohésion sociale et territoriale.

**Les actions menées par l'IREV sont à destination des professionnels des collectivités territoriales mobilisées, des élus, des services de l'Etat, mais aussi des bailleurs, associations, habitants des quartiers Politique de la ville, conseillers citoyens, étudiants...**

## ► Missions

L'IREV agit dans trois domaines principaux



### L'animation du réseau des professionnels

de la politique de la ville en Hauts-de-France via des événements réguliers, rencontres de réseau, mais aussi la valorisation des savoir-faire et l'organisation d'échanges d'expériences ;



la montée en qualification des acteurs à des cycles de qualification, journées régionales, Pop-ups, séminaires, Mast



## ► Publications

L'IREV réalise des publications et des ressources numériques à partir des thématiques traitées lors des rencontres et des cycles de qualification :

- renouvellement urbain ;
- développement économique ;
- participation citoyenne ;
- éducation.

Une lettre d'information numérique est publiée chaque mois, abonnez-vous pour recevoir les dernières actualités de la politique de la ville en région !

Disponibles sur le site web : [www.irev.fr](http://www.irev.fr)

## Les axes stratégiques 2020-2022

Le programme s'articule selon quatre axes principaux qui permettront d'accompagner cette phase opérationnelle tout en préparant l'évaluation finale des contrats de ville prévue en 2022 et dessiner des perspectives pour l'intervention publique :

- construire une nouvelle image des quartiers et de leurs habitants en révélant leurs potentiels ;
- activer la transition écologique, économique et sociale dans ces territoires ;
- accompagner le pilotage et l'animation territoriale de la Politique de la ville ;
- prévenir les radicalités sociales avec l'appui du Centre de ressources dédié (CRPRS).

\*Les membres du groupement d'intérêt public IREV : Janvier 2020

## ➤ Espace Doc

L'IREV, c'est aussi un centre de documentation riche d'un fonds de **plus de 5000 références** qui traitent des thématiques de la politique de la ville. Ce fonds documentaire est informatisé et **consultable sur Internet**.  
Parmi ces références : ouvrages, périodiques, recueils d'expérience, rapports d'études, monographies..

Au 7<sup>ème</sup> étage d'un immeuble accessible par ascenseur, l'Espace Doc offre des espaces accueillants pour vous documenter, travailler ou échanger avec l'équipe. Le saviez-vous ? L'Espace doc est également accessible pour y



accueillir gratuitement vos réunions de travail.

Pour vos recherches, n'hésitez pas à venir au centre de documentation ou à contacter Cindy Guillotte, documentaliste de l'IREV : [c.guillotte@irev.fr](mailto:c.guillotte@irev.fr) ou par téléphone au 03 20 25 61 57.

 Retrouvez également le catalogue de ressources de l'IREV sur son site internet : [www.irev.fr/espace-doc](http://www.irev.fr/espace-doc)

## paux :

urs locaux grâce s et rencontres iterclass.. :



**la capitalisation et la diffusion de savoirs et d'expériences** inspirantes et innovantes dans les territoires (via les publications, le centre de documentation, les actualités web et la lettre d'information).



## ➤ Réseaux nationaux

L'IREV est inscrit dans deux réseaux nationaux



**Le Réseau National des Centres de Ressources Politique de la Ville (RNCRPV)** : Composé des 19 CRPV, le réseau national facilite la mise en commun des ressources, permet d'identifier des complémentarités et de dégager des analyses et des propositions communes à partir de leur connaissance des réalités de terrain.

 <http://www.reseau-crpv.fr/>



Suivez le panorama de presse du réseau : <https://www.scoop.it/topic/actu-politiquedelaville>



**Le Réseau RECI (Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration)** produit des ressources pour aider à la compréhension et la mise en œuvre des politiques publiques en matière d'intégration, de lutte contre les discriminations et d'égalité des chances.

 <http://reseau-reci.org>



Suivez le panorama de presse du réseau : <https://www.scoop.it/u/reseau-reci>

## LA POLITIQUE DE LA VILLE EN HAUTS-DE-FRANCE

199  
quartiers

5  
départements

667 970  
habitants concernés

40  
contrats de ville

+ de  
300  
professionnels dédiés

« La politique de la ville est une politique de cohésion urbaine et de solidarité envers les quartiers les plus défavorisés. Elle vise à restaurer l'égalité républicaine et à améliorer les conditions de vie des habitants en mobilisant toutes les politiques publiques. »

*Site du ministère de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales. 2019*

## • Introduction

L'IREV, en tant que centre de ressources Politique de la ville Hauts-de-France, inscrit son action dans le cadre de référence des CRPV établi avec l'ANCT.

Les orientations proposées pour l'année 2021 ont fait l'objet d'une co-construction avec l'ensemble des membres du GIP (Etat, Région, EPCI et communes pilotes des contrats de ville, Conseil Départemental du Nord et du Pas-de-Calais, CDC, URH) avec :

- Un séminaire technique de gouvernance ;
- Des échanges complémentaires avec les partenaires, suivi d'un travail de priorisation mené par l'équipe technique avec l'Etat et la Région en tant que membres fondateurs.

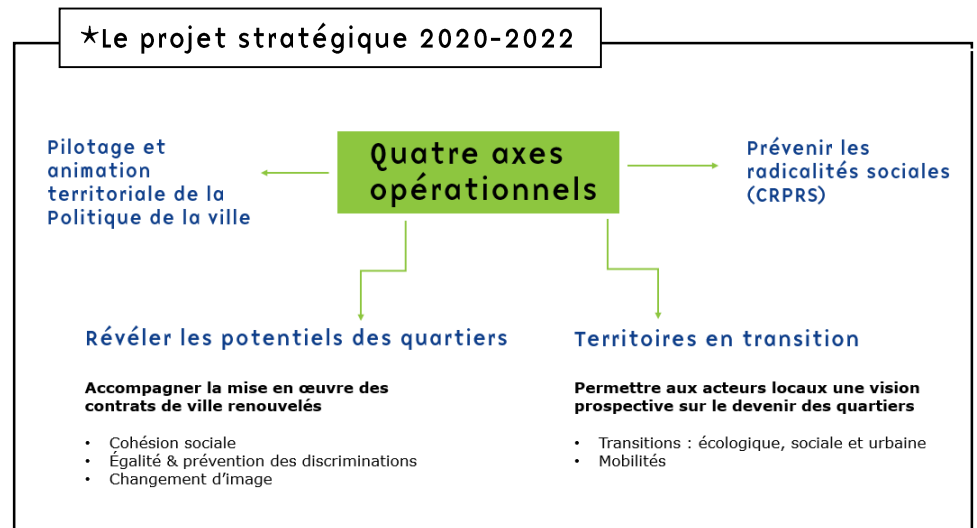
Le programme 2021 a été construit dans le cadre du *projet stratégique 2020 – 2022\** et en fonction de l'état d'avancement du programme 2020 fortement impacté par la crise sanitaire de la Covid-19.

Durant cette année 2021, l'IREV a déployé une cinquantaine de demi-journées d'intervention, rassemblant plus de 1200 participants cumulés.

Ces demi-journées se sont déroulées pour une bonne partie en distanciel, par choix (rencontres de réseau) ou par obligation, en raison des conditions sanitaires.

Le programme proposé pour 2021 au titre de sa mission de CRPV s'est appuyé sur une équipe technique composée de 8 ETP. L'IREV porte également le Centre de ressources prévention des radicalités sociales (CRPRS) dont le suivi fait l'objet d'une gouvernance distincte et dont l'activité repose sur une équipe technique dédiée de 2 ETP (chargée de mission et chargée d'étude).

Pour mémoire, les Hauts-de-France comptent 40 contrats de ville, 199 quartiers Politique de la Ville répartis dans 155 communes et 54 projets de renouvellement urbain (Quartiers d'Intérêt National et Quartiers d'Intérêt Régional).



**Conformément à son projet stratégique 2020 – 2022 et à la situation sanitaire qui a impacté la mise en place des actions en 2020, l'IREV a organisé son programme d'action autour de trois axes principaux :**

- **1. Le Pilotage et l'animation territoriale de la Politique de la ville**

L'animation du partenariat, la coopération locale, la participation citoyenne irriguent, depuis son origine, la politique de la ville et les pratiques des acteurs locaux. Il s'agit dans ce cadre d'accompagner les acteurs à questionner les nouveaux modes de faire, tirer des enseignements des expérimentations locales en matière d'animation territoriale citoyenne, d'accompagnement des associations comme de mobilisation citoyenne et de gouvernance partagée à des fins d'essaimage.

- **2. Révéler les potentiels des quartiers**

Cet axe aura vocation à accompagner la mise en œuvre des contrats de ville renouvelés, en particulier sur les enjeux de cohésion sociale, d'égalité et de prévention des discriminations et de changement d'image des quartiers. Il s'agit de poursuivre l'accompagnement de l'ensemble des acteurs engagés dans la Mobilisation nationale pour les habitants des quartiers et de donner à voir en quoi les interventions intégrant le renouvellement urbain, la cohésion sociale ou encore le développement économique permettent de modifier la réalité mais aussi les représentations des quartiers Politique de la ville et de leurs habitants au sein de la société française.

- **3. Territoires en transition**

A l'heure où la transition écologique s'impose à tous, il s'agira de permettre aux acteurs locaux de se projeter sur le devenir des quartiers en abordant particulièrement les transformations écologiques, sociales et urbaines et leurs répercussions dans les territoires les plus fragiles. Prenant appui sur les leviers que constituent notamment le nouveau programme de renouvellement urbain ou la dynamique régionale de la troisième révolution industrielle (REV3), il s'agira d'accompagner la co-construction et la mise en œuvre de politiques de développement local qui tiennent compte de l'interdépendance de ces enjeux multiples afin d'éviter un accroissement des inégalités sociales et territoriale.



# 1. Le Pilotage et l'animation territoriale de la Politique de la ville

## Les assises de la Politique de la ville à Jeumont



Du 12 au 18 septembre, l'Agglomération de Maubeuge-Val de Sambre a invité les acteurs à s'interroger sur l'avenir de la Politique de la ville. Trois journées à vocation régionale et nationale ont été organisées en partenariat par l'IREV et l'IRDSU, les 15 – 16 et 17 septembre.

Ces trois journées ont rassemblé 136 participants. Elles ont permis aux acteurs de la politique de la ville, en particulier des Hauts-de-France, de se retrouver pour partager des constats et enseignements de la mise en œuvre des contrats de ville depuis 2015 et porter quelques réflexions collectives sur la suite à donner à la politique de la ville à l'approche de la fin des contrats de ville.

Retours d'expériences, témoignages locaux et nationaux, ateliers de réflexion collective se sont déroulés sous le regard de deux experts de la politique de la ville, Renaud Epstein et Thomas Kirszbaum et de Céline Ziwès, facilitatrice graphique.

Ces temps de réflexions ont permis de porter et réfléchir collectivement aux enjeux suivants :

- Lutte contre les discriminations et politique de la ville
- Quels enjeux pour la politique de la ville de demain ?
- Quel cadre contractuel pour la politique de la ville de demain ?
- La participation des habitants à l'épreuve du réel.

L'essentiel de ces journées a été [synthétisé](#).



## De l'évaluation au renouvellement des contrats de ville

Dans les Hauts-de-France, les **40 contrats de ville conclus en 2015 prendront fin en décembre 2023**.

Conformément au programme d'actions, et sous couvert d'un comité de pilotage rassemblant l'Etat et la Région, l'IREV a lancé fin 2021, en collaboration avec l'agence Asdo Etudes, un **cycle de qualification inédit**, s'adressant à la fois

- Aux professionnel.le.s de la politique de la ville (**les pilotes des contrats de ville, les délégués du préfet, les partenaires du contrat de ville comme les communes, la Région, le Département ou la CAF, les services départementaux et régionaux de l'Etat...**),
- Aux conseillers citoyens
- Et aux élu.e.s.

4 objectifs majeurs sous-tendent cette démarche :

- **Qualifier les pilotes des contrats de ville** en vue de la mise en œuvre de l'évaluation finale des contrats de ville ;
- **Impliquer les porteurs, les signataires et les principaux partenaires des 40 contrats de ville** (EPCI, communes concernées, Etat, Région, Départements, CAF, Education nationale, ARS, ...)
- **Définir des questions évaluatives communes** pouvant servir de socle à la démarche et une analyse globale départementale et/ou régionale ;
- **Capitaliser et diffuser les enseignements** de cette démarche afin d'alimenter la réflexion collective **sur les perspectives des prochaines contractualisations.**

**Pour les professionnels de la politique de la ville** : cycle de 4 jours (dupliqué à Lille, Amiens et Arras)

2021 : Lancement de la démarche pour les professionnel.le.s, le 23 novembre à Lille. Seconde journée le 10 décembre durant laquelle 2 conseillers citoyens de Sin Le Noble ont rejoint les techniciens.

Les trois sessions du cycle pour les professionnels mobilisent 39 contrats de ville des Hauts-de-France (120 inscrits).

Un cycle dédié aux élus sous la forme d'un espace de réflexion politique sur

- l'intérêt et les enjeux de l'évaluation des contrats de ville
- un partage d'expériences sur sa gouvernance

Les séances prévues en 2021 pour les élus ont été annulées faute d'inscrits. Les séances

prévues en 2022 connaissent un succès croissant.

En option, une démarche d'**accompagnement individualisé** portant sur l'évaluation des contrats de ville sera proposée aux territoires qui le souhaitent dans le prolongement de cette action de qualification collective (2022).

Un groupe fermé a été créé sur la plate-forme Grande équipe afin de faciliter l'accès aux informations partagées dans le cycle (supports, partage d'expérience, etc.)

### • Appui et renfort aux démarches territoriales de prévention et de lutte contre les discriminations

En 2021, le préfet de Région a confié à l'IREV, une mission d'appui et de renfort aux démarches territoriales de prévention et de lutte contre les discriminations. La mission a été lancée au premier semestre 2021.

#### *Un état des lieux régional*

Un état des lieux a été mené entre avril et mai 2021.

Si la grande majorité des contrats de ville évoque la lutte contre les discriminations, les approches divergent. **Quelques territoires se détachent avec des approches approfondies et expertes. Les approches demeurent néanmoins le plus souvent minimalistes.**

Dans les Hauts-de-France, la formalisation des plans de prévention et de lutte contre les discriminations reste faible. Sur la quarantaine d'intercommunalités dotées de contrats de ville :

- 6 territoires sont dotés d'un plan spécifique
- 5 territoires sont en cours d'élaboration de leur plan ou d'une feuille de route

Pour nuancer ces chiffres, on notera que des démarches émergent en dehors du cadre spécifique des plans et que certains plans formalisés il y a des années *vivotent* pour des raisons de changement d'orientation, d'élus ou de techniciens.

Les ingénieries disponibles sur la lutte contre les discriminations sont très variables. La simple

identification d'un référent au sein de chaque intercommunalité n'est pas toujours aisée.

**Profitant de cet état des lieux et de la mission d'appui, des territoires** jusque-là très limités dans la prise en compte de ce sujet **ont manifesté un intérêt et fait part de demandes d'appuis.**

Mise en œuvre d'un cycle de qualification « Initier et conduire un plan territorial de lutte contre les discriminations » en avril et novembre 2021

L'IREV a proposé aux pilotes des contrats de ville un cycle de qualification en visio-conférence les 5,13 et 20 avril 2021. **Ce cycle a réuni 21 participants. 13 territoires étaient ainsi représentés.**

**Six mois plus tard**, l'IREV a proposé à ces participants **une journée d'approfondissement en présentiel. 12 participants, soit 6 territoires ont répondu présents à ce rendez-vous.** Cette journée était construite autour d'ateliers de partage d'expériences et d'échanges de pratique.

Ce cycle a permis :

- De rappeler le cadre légal ainsi que les notions et concepts clés liés aux discriminations,
- D'appréhender l'approche systémique des discriminations
- De réunir délégués du préfet et chargés de mission Politique de la ville, au sein de groupes de travail mixtes, pour lever les freins et identifier les leviers à l'émergence de démarches locales.

A la suite du cycle, **un dossier a été élaboré**, il est organisé autour :

- D'un travail sémantique
- De la proposition d'outils pour les différentes étapes
- De pistes pour l'intégration d'approches systémiques



- **mobilisables à différents stades** des démarches : initiation, relance ou renforcement des démarches
- **articulés aux espaces régionaux** de lutte contre les discriminations proposés par l'IREV

Ainsi les formes d'appuis qui se construisent sont diversifiées :

- mise en œuvre de sensibilisation et session de qualification sur les territoires
- analyse de l'axe lutte contre les discriminations dans la programmation Politique de la ville
- soutien méthodologique pour le suivi et l'évaluation
- contribution aux temps forts et réunions de suivi des démarches
- diffusion de ressources adaptées aux objectifs des démarches locales
- mise en lien avec des acteurs
- appui à la rédaction de cahier des charges et à la sélection de prestataires
- orientation vers l'offre régionale de l'IREV la plus adaptée aux préoccupations locales

Outiller les acteurs :

*Vidéos Regards d'acteurs, les discriminations en question*



L'IREV a réalisé **3 capsules vidéo** d'une dizaine de minutes.

Ces vidéos sont le fruit d'interviews d'acteurs impliqués dans la lutte contre les discriminations en tant qu'**habitants, chargés de mission Politique de la ville ou chercheurs**. La première est consacrée aux enjeux du diagnostic, la deuxième à l'échelle de mise en œuvre, la troisième à la participation des habitants.

L'ensemble de ce travail a été impulsé par une réunion de réseau qui a rassemblé une vingtaine d'acteurs.

*Principes d'intervention dans les accompagnements individualisés*

Les accompagnements individualisés proposés par l'IREV sont :

- **adaptés** aux besoins des territoires



- **Initiatives citoyennes : de l'émergence au développement du territoire**

L'IREV, centre de ressources Politique de la ville des Hauts-de-France a publié en juin 2021 un appel à l'expérimentation de nouvelles pratiques consacré aux initiatives citoyennes.

Fruit d'une démarche collective menée entre juin 2020 et avril 2021, l'analyse a pour objet d'identifier les enjeux de la mobilisation des habitants et de la prise d'initiative dans les Quartiers de la Politique de la Ville (QPV) et plus largement dans les territoires urbains fragiles dans la perspective d'un renforcement du dynamisme associatif et citoyen et du développement social.

Le texte s'appuie sur l'analyse de 4 initiatives régionales. Des enseignements en ont été tirés afin de proposer un renouvellement de la manière dont les acteurs publics et associatifs peuvent soutenir l'émergence de ces initiatives. La vocation de cet appel est de pouvoir ouvrir des débats avec l'ensemble des acteurs de la région agissant dans le champ de l'intérêt général, du développement social et de l'économie sociale et solidaire afin de soutenir l'émergence de nouvelles dynamiques citoyennes.

Le 30 septembre 2021, une journée régionale à Liévin sur le sujet.

La communauté d'agglomération de Lens-Liévin, moteur sur le sujet des nouvelles pratiques autour de la participation citoyenne a accueilli cette journée qui faisait également sens avec l'origine du projet, inspiré par l'expérimentation Mines d'idées, portée par la fondation de France dans l'ex-bassin minier.

78 personnes, bénévoles et dirigeants associatifs, citoyens, élus, techniciens des collectivités et des services de l'Etat ont pu échanger et enrichir le texte présenté et publié au printemps dernier.



Ressources et replay disponibles à cette adresse :

<https://irev.fr/thematiques/participation-citoyenne/initiatives-citoyennes-de-emergence-au-developpement-du>

- **Participation des habitants et impact des conseils citoyens**

En parallèle et en se nourrissant de ce travail sur les initiatives, un collectif composé du Réseau national des Maisons des associations, de Normanvilles (CRPV Normandie), de S3A (association d'accompagnement des associations et des conseils citoyens à Caen-la-Mer) s'est réuni pour proposer des outils de mesure d'impact sur les conseils citoyens.

Sur le territoire des Hauts-de-France, un focus group a été organisé pour tester l'outil avec un panel de pilotes de contrats de ville agglomérations-région-commune.

L'outil qui a été développé tout au long de l'année a fait l'objet d'ateliers participatifs lors des rencontres européennes de la participation à Amiens en septembre 2021 et a été présenté dans sa version de travail au réseau des pilotes



## Rapport d'activités 2021

des contrats de ville. Les documents définitifs seront présentés en 2022, notamment dans le cadre de l'accompagnement à l'évaluation.

- **Le réseau des Pilotes des contrats de ville**

A l'occasion de la crise sanitaire, l'IREV a modifié les modalités des réunions de réseaux en les transformant en Réseau des Pilotes des contrats de ville (EPCI et communes pilotes, services de l'Etat, Conseil régional). Organisés en visio-conférence en fonction de l'actualité, ces temps d'échanges d'information et de pratiques permettent une réactivité dans

l'appropriation des actualités nationales ou locales. La dématérialisation facilite la participation de l'ensemble des territoire et acteurs des hauts-de-France.

En complément, la mise en place d'un groupe régional sur la plate-forme numérique Grande équipe vise à soutenir les échanges entre pairs.

Quatre réunions de réseau ont eu lieu en 2021, en février -mars et en juin, rassemblant 53 Professionnels dont 36 des intercommunalités et communes pilotes des contrats de ville.

*NB : Ce réseau entretient des liens réguliers avec l'association des professionnels du DSU récemment créée en Hauts-de-France.*

- **Sensibilisation à la Politique de la ville**

A la demande des délégués du Préfet du Nord, l'IREV a réalisé deux séquences de sensibilisation des adultes-relais des territoires de Mons-en-Baroeul et Villeneuve d'Ascq (février, en visioconférence) et Lille (octobre, en présentiel).

L'IREV est également intervenu dans plusieurs formations initiales notamment des Masters de l'université de Lille et formations de travailleurs sociaux à l'IRTS (sites de Lille et Arras)

## 2. Révéler les potentiels des quartiers : comment construire une nouvelle image des quartiers ?

- **Image des quartiers et médias**



[En 2021 est parue la synthèse intitulée « Médias : quelle influence sur l'image des quartiers populaires ? ».](#)

Cette production écrite est le résultat d'un travail initié le 29 septembre 2020 avec la rencontre du même nom. L'objectif de cette rencontre

était de créer du débat afin de s'interroger collectivement sur la fabrique médiatique des sujets portant sur les « banlieues », sur les représentations qui y sont attachées et sur leurs effets. D'autre part, elle avait pour but de présenter des initiatives remarquables qui permettent de changer le regard sur les QPV et d'apaiser les tensions entre journalistes et citoyens résidents des quartiers prioritaires. A cette rencontre, s'est ajouté un travail de recherche et d'analyse documentaire.

- **Le tour des Cités Educatives**

Comme il l'avait fait pour les 13 premières cités éducatives des Hauts-de-France, l'IREV a en 2021 appuyé méthodologiquement la labellisation des 8 nouvelles cités éducatives (transfert d'outils, diagnostic partagé, créneau individuel de soutien).

7 demi-journées ont été proposées, rassemblant plus de 100 participants cumulés issus des 8 Cités éducatives en cours de labellisation.

Le tour des cités éducatives en Hauts-de-France amorcé en 2020 s'est poursuivi mais de manière dématérialisée. Lors d'un webinaire régional, les 13 cités éducatives labellisées en 2019 ont été invitées, après 18 mois de mise en œuvre, à un retour d'expériences afin de recueillir leurs [conseils à l'intention des 8 cités éducatives nouvellement labellisées.](#)

Par la suite, des rencontres régionales thématiques et interinstitutionnelles ont été proposées aux 21 cités éducatives implantées dans les Hauts-de-France.

### **Cités éducatives et maillage partenarial dédié aux 16-25 ans, le 7 mai 2021**



Alors que très peu de cités éducatives portent des projets concernant la tranche d'âge 16-25 ans, l'IREV

a invité les Cités éducatives des Hauts-de-France et leurs partenaires locaux et régionaux à venir questionner et réfléchir collectivement la consolidation d'un maillage partenarial dédié aux 16-25 ans.

Il s'agit en effet d'embarquer des acteurs essentiels tels que la Région (en charge de l'orientation et de la formation), le monde économique (chambres de commerce, clubs d'entreprises...) la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS), les missions locales, les missions de lutte contre le décrochage scolaire, les éducateurs spécialisés, les proviseurs de lycées, les directeurs de CFA. Aux côtés du SGAR, de la Région des Hauts-de-France et des missions locales, 87 participants membres des troïckas des cités éducatives ou représentants de partenaires potentiels.

Ressources et synthèse sur le site IREV

<https://irev.fr/thematiques/education-jeunesse-parentalite/cites-educatives/cites-educatives-et-maillage-partenarial>

### **Cités éducatives et cellules de prévention de l'évitement scolaire, 14 juin 2021**

La prévention et la lutte contre l'évitement scolaire constituent un enjeu majeur pour

l'instruction et la socialisation des enfants ainsi que pour la prévention de la délinquance et de la radicalisation.

Aux côtés de la préfecture du Nord, DASEN, CAF et conseil départemental du Nord, parquet général de la cour d'appel de Douai, l'IREV avec le Centre de ressources Prévention des radicalités sociales a organisé une visioconférence permettant un retour d'expérience institutionnelle et opérationnelle sur ce sujet. Cette rencontre a été ouverte largement à l'échelle nationale avec l'appui du Réseau national des CRPV

89 participants dont 38 hors région Hauts-de-France.

Ressources, replay et synthèse sur le site de l'IREV

<https://www.irev.fr/thematiques/education-jeunesse-parentalite/cites-educatives/cites-educatives-et-cellules-de>

Les acteurs des Cités éducatives ont également été invités à deux autres webinaires ouverts à un public plus large :

[Cités éducatives : égalité et justice sociale](#) avec le Réseau RECI le 21 juin (cf. infra) ;

[Mixité scolaire et sociale : Quels enjeux, quelles alliances ?](#) le 8 juillet avec Thomas Kirszbaum (cf. infra)

### Du côté du RN – CRPV:

L'IREV copilote avec Cité Ressources (PACA) le groupe de travail Education. Soutenu par l'ANCT, ce groupe :

- Repère et capitalise les bonnes pratiques des cités éducatives afin de faciliter leur essaimage ;
- Produit des analyses transversales ;
- Appuie l'ANCT dans la mise en œuvre d'événements nationaux et l'alimentation des groupes pilotes thématiques ;
- Peut contribuer aux travaux du Comité National d'Observation et d'Évaluation.

- **Du côté du Réseau RECI:** Ce réseau spécialisé dans la lutte contre les discriminations a pour objet notamment de produire des connaissances et d'éclairer sur le fonctionnement des politiques publiques. L'IREV contribue au chantier Prévention des discriminations ethno-raciales dans le champ scolaire qui ouvre des perspectives de réflexion pour renforcer l'appréhension des phénomènes de ségrégation urbaine et leurs conséquences sur les discriminations par les acteurs locaux.

### • La santé

La santé est légitimement un sujet de préoccupation fort des acteurs en cette période de crise sanitaire.

Après un appel à contributions au sein du **réseau ASV**, en mars 2021, 3 expérimentations ont été présentées à la quinzaine de participants connectés :

- La cellule d'écoute mise en place à Douai visant à pallier les situations d'isolement, de stress ou d'angoisse face au COVID.
- La création d'un espace santé au sein de l'agglomération Dunkerquoise avec un espace adulte et un espace jeune
- Le programme de la formation INFIPP "Premiers secours en santé mentale"

Le développement des compétences psychosociales des jeunes et le partage d'actions éducatives dédiées ont été évoqués dans la perspective d'une prochaine rencontre.

### Du côté du RN – CRPV:

L'IREV est membre du groupe de travail dédié à la santé (co-piloté par les CRPV de Seine Saint-Denis et de Normandie).

## • Développement économique et emploi

### Point sur : L'économie informelle

Dans un nouveau format court publié en juin 2021, l'IREV propose un éclairage sur l'économie informelle et son impact sur la vie économique et sociale dans les quartiers:

**L'ÉCONOMIE INFORMELLE : des éléments de diagnostic à la recherche de solutions nouvelles.**



Le format Point sur... de l'IREV vise à présenter et consolider des éléments d'éclairages sur une problématique particulière qui peut se poser dans les quartiers prioritaires.

## • Prévenir les risques discriminatoires à l'encontre des habitants des QPV

Comme évoqué précédemment, lutter contre toutes formes de stéréotypes et de préjugés à l'encontre des habitants des QPV reste un enjeu majeur. L'approche proposée se veut systémique et de manière complémentaire, il nous semble nécessaire de poursuivre les dynamiques engagées sur les problématiques de discriminations.

### Les discriminations dans le champ du Logement

L'IREV a poursuivi son engagement auprès des groupes de travail locaux et régionaux et a permis d'introduire la prévention des discriminations dans les espaces de

réflexion en nous appuyant sur les travaux précédents :

- Le groupe de travail cotation de la demande de logement social auprès de la MEL

Des préconisations en lien avec le Défenseur des droits ont été proposées aux représentants afin d'affiner le projet porté autour de la cotation.

- Le groupe de réflexion régional porté par l'URH au sujet de l'outil ESTA (logiciel prenant en compte l'offre et la demande).
- La sensibilisation de chargés de relogement du territoire de la Métropole Européenne de Lille, le 12 octobre 2021 prenant appui sur le dossier ressources publié en 2020 et les outils conçus par l'AVDL (quizz sur les discriminations dans le domaine du logement). 20 professionnels ont participé à cette session.

## Les discriminations dans le champ de l'éducation

**Du côté du Réseau RECI :** Les travaux engagés sur la prévention des discriminations ethno raciales dans le champ scolaire puis des ségrégations scolaires ont fait l'objet d'une diffusion massive et nous ont permis d'investir des groupes de travail spécifiques tels que le réseau des Cités éducatives

Les travaux menés sur la lutte contre les ségrégations scolaires et ses interdépendances possibles avec les politiques de logement ont contribué à renforcer la qualification des acteurs.

L'IREV avec l'appui de Thomas Kirszbaum a proposé le 8 juillet 2021 aux pilotes des contrats de ville, acteurs du logement à l'échelle communale et intercommunale et aux acteurs des cités éducatives la visio-conférence suivante :

### Mixité scolaire et sociale : Quels enjeux, quelles alliances ?

A cette occasion, 60 acteurs ont été mobilisés autour des enjeux de mixité scolaire et sociale. Les séquences proposées ont permis de centrer les débats autour de trois grandes questions :

- Dans quelle mesure et à quelles conditions la mixité résidentielle peut-elle renforcer la mixité scolaire ?
- En quoi et comment l'attractivité des établissements scolaires peut-elle impacter la composition sociale des quartiers ?
- Quelles sont les alliances possibles entre acteurs et quelles stratégies initier afin de renforcer tout à la fois la mixité résidentielle et scolaire ?

Ressources et replay en ligne sur le site de l'IREV

<https://irev.fr/thematiques/education-jeunesse-parentalite/cites-educatives/mixite-scolaire-et-sociale-consultez-le>

Ce travail en région et au titre du Réseau RECI, nous a permis d'investir le groupe de travail national porté par l'ANRU, la DGESCO et l'ANCT dans le cadre du programme des Cités éducatives, intitulé "Education et renouvellement urbain". Nous avons priorisé une participation au groupe de travail "mixité scolaire et sociale".

Cette participation active a permis à l'IREV de poursuivre le travail de réflexion et d'articulation entre le champ de la prévention des discriminations dans l'accès au logement et dans le champ éducatif avec comme perspective centrale de limiter les phénomènes d'assignation à résidence et de ségrégation scolaire.

## • Egalité femmes-hommes, priorité transversale des contrats de ville

---

L'égalité femmes-hommes est également une thématique transversale des contrats de ville. Il est à noter l'interdépendance possible avec les problématiques des discriminations fondées sur les critères liés au sexe et/ou au genre.

L'IREV a ainsi contribué en 2021 à la qualification des acteurs et notamment des porteurs de projet des contrats de ville afin de **faciliter la prise en compte de l'égalité femmes-hommes**. Le **webinaire du 29 mars** avec Claudy Vouhé (cheffe de projet chez «l'Être égale») a permis de rassembler plus de 100 participants.

De manière complémentaire, l'IREV a réalisé un webdocumentaire permettant de synthétiser l'essentiel des apports. Ce dernier a été consulté 1400 fois.



### Quelle prise en compte du genre dans les espaces sportifs et de loisirs ?

L'IREV a poursuivi la qualification des acteurs par une réflexion croisée sur les projets de renouvellement urbain, la prise en compte du genre et son exemple dans l'accessibilité aux pratiques sportives.

L'image que reflète les quartiers se traduit aussi par l'invisibilité des femmes dans l'espace public.

La conférence portée le 16 décembre « Favoriser l'égalité femmes-hommes dans les équipements sportifs de proximité des quartiers » a permis de répondre aux questionnements suivants :

- Les projets de renouvellement intègrent-ils les questions de genre ?
- Comment l'offre sportive est-elle analysée, conçue et/ou réorientée ?
- La construction d'espace sportifs dédiées aux pratiques féminines est-elle pensée ? Articulée sous le prisme du genre ?
- Quelles sont les pratiques inspirantes dédiées ?

Un replay, une synthèse, une bibliographie et un webdocumentaire ont été réalisés pour faciliter l'appropriation.

<https://irev.fr/thematiques/discriminations-egalite-laicite/video-legalite-femmes-hommes-dans-les-equipements>

Ce travail a permis à la fois de sensibiliser les acteurs de la Politique de la ville mais également de donner les clés d'une approche transversale et intégrée.

## • Valeurs de la République et Laïcité

L'équipe technique de l'IREV compte plusieurs formateurs habilités « Valeurs de la République et Laïcité ». Toutefois, l'équipe n'a pu assurer en 2021 de sessions de formation, faute de prise en main des modalités pédagogiques en distanciel.

L'IREV a cependant contribué à l'animation du réseau des formateurs « VRL » avec le SGAR et FACE MEL. Et le CRPRS a assuré la réalisation de plusieurs journées de sensibilisation à la prévention de la radicalisation dédiées aux formateurs VRL.

## • 3. Territoires en transition

Cet axe a vocation à permettre aux acteurs locaux une vision prospective sur le devenir des quartiers en abordant particulièrement les transformations écologiques, sociales et urbaines, en s'appuyant sur les leviers que constituent les projets de renouvellement urbain, la dynamique régionale de la troisième révolution industrielle (REV3) et l'actualité législative sur les mobilités (Loi LOM).

### • Quartiers en transition

Depuis la COP21 et les accords de Paris en découlant, les gouvernements de l'ensemble de la planète se sont mis d'accord sur un principe : la transition écologique n'est plus considérée comme une option. Le réchauffement climatique est à l'œuvre, il est irréversible et nous avons le choix entre le laisser s'emballer ou tenter d'infléchir ce phénomène et ses conséquences.

La transition appelle de profonds changements de nos modes de vie mais aussi de production et de consommation à toutes les échelles. Elle a ainsi des répercussions économiques et sociales majeures. Les réponses à cette transition peuvent elles-mêmes être vectrices d'inégalités nouvelles. Il est donc légitime de s'interroger sur l'acceptabilité de cette transition en tant que préalable nécessaire auprès de la population. De même que sur les moyens de la rendre intéressante et passionnante, et d'en faire une opportunité pour réduire les inégalités sociales en créant de nouvelles dynamiques et du lien social.

#### Objectifs des rencontres

- Donner une vision prospective du réchauffement climatique et permettre de s'y préparer au mieux ;
- Comprendre comment ces évolutions impactent la stratégie de développement des quartiers politique de la ville, notamment les nouveaux programmes de rénovation urbaine ;
- Donner des outils pour faire des quartiers prioritaires des territoires d'expérimentation ;
- Faire des transitions un enjeu fort de la transformation sociale et urbaine des quartiers ;
- Impliquer les habitants dans les processus des transitions.

#### Modalités des rencontres

Chaque rencontre de ce cycle a suivi le même séquençage :

- Séquence 1 : La parole de l'expert, dans la perspective de faire un « pas de côté » sur la thématique abordée ;
- Séquence 2 : « atterrissage » régional, avec une table ronde qui présente des initiatives portées sur le territoire régional.

La rencontre organisée en présentiel à Dunkerque a permis de proposer des visites de sites l'après-midi.

#### Capitalisation :

Les bibliographies :

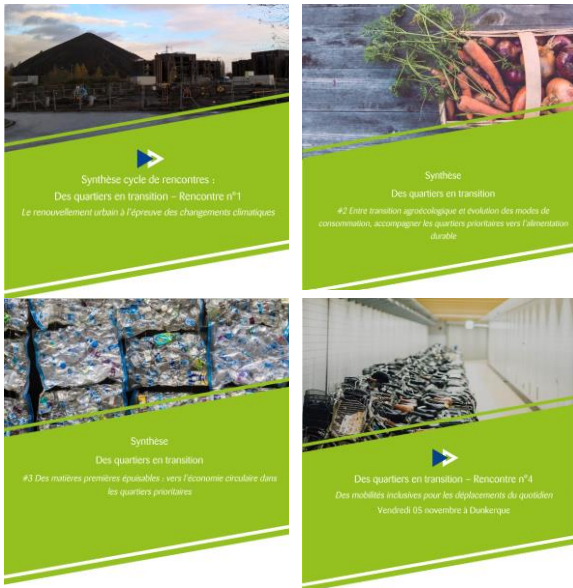
- [Bibliographie n°1](#)
- [Bibliographie n°2](#)
- [Bibliographie n°3](#)
- [Bibliographie n°4](#)



Les synthèses rédigées :

- [Synthèse n°1](#) : février 2021 – 29 p.
- [Synthèse n°2](#) : juin 2021 – 27 p.
- [Synthèse n°3](#) : septembre 2021 – 20 p.
- [Synthèse n°4](#) : février 2022 – 28 p.





- **Quartiers en transition n°2 - Entre transition agroécologique et évolution des modes de consommation, accompagner les quartiers prioritaires vers l'alimentation durable**

Les webdocumentaires mis en page sur Adobe Spark:

- [Webdoc n°1](#)
- [Webdoc n°2](#)
- [Webdoc n°3](#)

Les fiches expériences :

- [Fiche expérience VRAC](#)
- [Fiche expérience : Un musée éphémère Transition à Abbeville](#)
- [Fiche expérience : L'archipel des mines et une fertilité](#)
- [Fiche expérience : Au bas de l'Aisne, ressourcerie de Château-Thierry](#)
- [Fiche expérience : Atelier vélo Tremplin à Téteghem](#)
- [Fiche expérience : le Busabiclou](#)

Une rubrique du site enrichie

- [Une cartographie de l'agriculture urbaine](#)
- [Une page dédiée aux acteurs et ressources clés](#)



Cette rencontre a permis de faire le point sur les effets de l'activité et du développement humain sur son environnement, via l'agriculture intensive ainsi que les problématiques de santé liée à l'alimentation. Elles font face à une actualité liée à la crise sanitaire qui a mis à l'ordre du jour les questions de la précarité / l'insécurité alimentaire. Elles soulignent plus que jamais la nécessité pour les quartiers prioritaires d'être pleinement intégrés aux filières de circuit court/bio, et aux stratégies alimentaires territoriales globales plutôt que dans une optique d'urgence d'aide alimentaire.

La rencontre proposée en visio-conférence le 19 février 2021 a accueilli **81 participants**.

Parole de l'expert	Tour d'horizon des initiatives régionales
Philippe POINTEREAU, agronome, spécialiste de l'agro-écologie,	Boris TAVERNIER, Vers un Réseau d'Achat en Commun (VRAC)

<p>directeur du pôle agro-environnement du bureau d'études associatif Solagro et co-auteur du rapport Aterres 2050</p> <p>Victoria SACHSE, docteure en Géographie aux laboratoires DynamE et AMUP, ses centres de recherche sont notamment l'agriculture urbaine, participation, commun(s), aménagement, écologie politique</p>	<p>développement de groupements d'achats dans les quartiers prioritaires</p> <p>Mélia DELPLANQUE, Collectif des Saprophytes, une forme hybride entre agence d'architectes / paysagistes, plateforme de création de construction et aussi structure d'éducation populaire.</p>
---	---

- Quartiers en transition n°3 – Des matières premières épuisables : vers l'économie circulaire dans les quartiers prioritaires**



L'entrée en phase opérationnelle du NPNRU interroge sur l'opportunité d'intégrer les enjeux du réemploi afin de réduire l'impact des projets sur l'environnement en valorisant le gisement de matériaux lié à la démolition de près de 100 000 logements à l'échelle nationale.

Outre les effets bénéfiques pour l'environnement et les ressources, de nombreux atouts de l'économie circulaire pour les quartiers sont à relever tels que la création d'emplois non délocalisables, l'augmentation du reste à vivre pour les ménages, le renforcement du lien social. Ces « externalités positives » pour les quartiers sont rappelées au sein des travaux du PIA « Ville Durable et Solidaire » et du club ANRU+[10] « innover dans les quartiers » ayant abouti à l'adoption d'un document de synthèse « L'économie circulaire dans les quartiers en renouvellement urbain ». Ce

document cible prioritairement deux thématiques d'innovations que sont :

- Les ressourceries ;
- Le réemploi des matériaux issus des déconstructions.

La rencontre s'est tenue le 30 juin 2021 et a rassemblé **45 participants**.

Parole de l'expert	Tour d'horizon des initiatives régionales
<p>Daovone SRIBOUAVONG, cheffe de projet économie circulaire, spécialisée dans l'aménagement du territoire</p>	<p>Pierric JOURDAIN, Responsable du pôle économie circulaire CD2E</p> <p>Alexandra TYTGAT, chargée de développement, bailleur social Clésence</p> <p>Franck MAC FARLANE, responsable du Service Expertise Technique, bailleur social Maisons et Cités</p>

- Quartier en transition n°4 – Des mobilités durables pour les déplacements du quotidien**



Depuis la Loi d'orientation pour les Mobilités (dite Loi LOM) avec un objectif de mobilités pour tous, la question de l'accès à la mobilité peut se poser tout comme sa déclinaison dans les QPV et sa bonne application en fonction des contextes locaux sur l'ensemble des territoires.

Quelles mobilités durables et inclusives pour la Politique de la ville ? Comment concilier dorénavant cette promotion de la mobilité inclusive avec l'impératif de transition et de modes de mobilités durables ? Les stratégies locales sont-elles toujours bien articulées ? Qu'en est-il de ce frein psychologique qui

existerait de manière plus prégnante dans les territoires de la Politique de la ville ? Comment lier la question des mobilités durables avec les impératifs d'accès à l'emploi, aux services ou aux loisirs ?

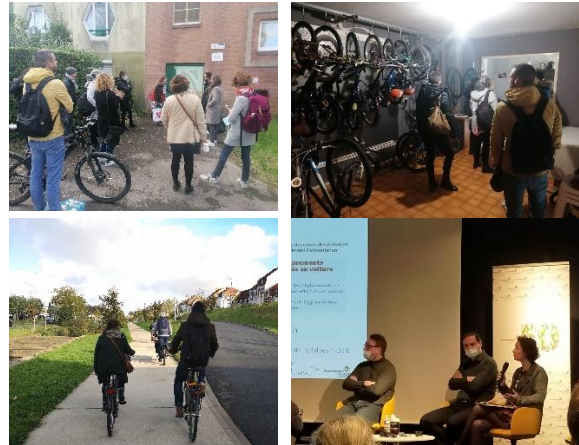
La rencontre s'est tenue le 5 novembre 2021 à la Halle aux sucres à Dunkerque et a rassemblé **46 participants**.

Parole de l'expert	Tour d'horizon des initiatives régionales
Judicaël POTONNEC, Centre ressource régional en écomobilité, Droit au vélo – ADAV	Rébecca GUIGNARD, Responsable Stratégie Qualité Innovation, Direction Espaces Publics et Mobilités, CUD
Nicolas JUSTE, Cerema Hauts-de-France, Ingénieur doctorant, Perturbations et Résilience des systèmes de Mobilité	Maeva CLEMOT, Direction Espaces Publics et Mobilités, CUD
Thibault HARDY, Club des villes et territoires cyclables	Farid SAADA, Directeur Général, PM60
	Nisrine BOULTAM, Directrice d'animation, PM60
	Jonathan OTLET, Directeur régional adjoint Hauts-de-France, Wimoov
	André DECOSTER, Président de l'association Busabiclou

L'après-midi des visites de site ont été organisées :

- Une visite en vélo à la découverte des aménagements cyclables du QPV du « Banc Vert » ;

- Une visite de l'atelier vélo de Téteghem ;
- Une visite des locaux de la halle aux sucres et de l'exposition dédiée au développement durable.



### • Renouvellement urbain

#### Rencontres de réseau

Deux rencontres ont été organisées en visioconférence dédiées aux chefs de projet renouvellement urbain des Hauts-de-France :

- 16 mars 2021 (22 participants) ;
- 21 septembre 2021 (18 participants).

Ces réunions avaient pour objectif d'aborder les actualités régionales (AMI réserve performance) et nationales (évolution du RGA de l'ANRU). Un second temps était dédié à la parole des participants afin qu'ils puissent relayer l'avancement de leurs projets de renouvellement urbain ainsi que leurs questionnements ou point de blocage éventuels.

## ● 4. Participation aux réseaux nationaux

### ■ Réseau national des CRPV et lien à l'ANCT



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE  
*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

AGENCE  
NATIONALE  
DE LA COHÉSION  
DES TERRITOIRES

**L'IREV s'inscrit dans le cadre du Réseau national des centres de ressources Politique de la ville. Le Réseau National des CRPV entretient des liens réguliers avec l'ANCT, inscrits dans le cadre de référence des CRPV. Depuis 2019 le réseau national renforce sa structuration afin d'accroître les opportunités de partage d'expériences et de montée en expertise des équipes des CRPV. :**

- 3 réunions / an avec l'ANCT dans le cadre de l'animation nationale des CRPV et la participation à des temps d'échanges inter-réseaux professionnels (associant l'IRDSU, Amadeus et le RN-CRPV)
- La réponse aux **appels à contribution de l'ANCT** : en 2021, l'IREV a choisi de contribuer à la **note collective** portant sur **Transitions et politique de la ville**. Remise fin novembre, cette note permet d'illustrer la manière dont les CRPV ont abordé dans la période récente (qui reste marquée par la crise sanitaire) le vaste sujet des interrelations entre transitions et quartiers en politique de la ville. Elle s'appuie sur une observation de leurs territoires, la mise en valeur d'actions de terrain répondant à certains de ces enjeux et des opportunités de partenariat (qui restent à consolider / généraliser). ;
- La participation à des groupes de travail nationaux notamment en fonction de l'actualité, par exemple le Comité de suivi de l'expérimentation nationale « Animation Territoriale Citoyenne ». Le Réseau National a également été auditionné par la **commission mise en place par la ministre Nadia Hai sur les enjeux de la future contractualisation**, le 16 décembre 2021. La délégation du Réseau auditionnée était composée de : deux présidentes de CRPV (Profession Banlieue, ORIV), deux directrices (Villes au Carré, IREV), le Directeur du Pôle ressources ouest francilien ayant contribué à la préparation mais n'étant pas disponible. Une **contribution écrite** a été adressée à la commission en janvier 2022. ;
- Le regroupement annuel des équipes des CRPV :

Le regroupement « 2020 » s'est déroulé les 28 et 29 janvier 2021 en visio conférence (report de 2020 lié à la crise sanitaire)

Cette rencontre a été l'occasion pour les équipes des 19 CRPV, et leurs président-e-s, accompagnées des équipes de l'Agence nationale pour la cohésion des territoires (ANCT), des référents politique de la ville des services régionaux de l'État (SGAR, DRDJSCS), d'échanger sur



Politique de la ville et transitions  
Contribution des centres de ressources  
politique de la ville  
Novembre 2021



Quartier Mermoz - Paris 8, R. Lado-Cheh  
Table des matières



## Rapport d'activités 2021

l'actualité de la politique de la ville, de poursuivre ou d'engager des travaux communs dans le cadre de 12 ateliers thématiques, et de s'interroger sur l'avenir de cette politique publique et ses grands enjeux accompagnés d'expert.e.s et de personnalité.e.s issues d'autres réseaux professionnels.

180 personnes ont participé à cette rencontre dont 120 salariés des CRPV. Ce temps de cohésion a également permis à tous les membres des équipes des centres de ressources de faire connaissance ou de se retrouver à travers quelques temps conviviaux à distance : des moments que l'on sait indispensables pour garder le lien et se ressourcer dans cette période d'incertitude qui impacte les modes de faire.

Le regroupement 2021 s'est déroulé les 21 et 22 octobre à Paris.

La 1<sup>ère</sup> journée fut consacrée au bilan de l'activité des CRPV en 2020 en présence de François-Antoine Mariani, Directeur général délégué à l'ANCT en charge de la politique de la ville. Le bilan a été suivi par trois tables-rondes sur des focus particuliers :

- l'activité des centres de ressources ultramarins ;
- les centres face à la crise sanitaire ;
- la mobilisation des centres dans le déploiement des cités éducatives.

L'après-midi, les équipes ont travaillé par petits groupes, dans un format de type forum ouvert, sur des sujets qui concernent à la fois la politique de la ville et la place des centres de ressources (ex : les transitions dans les quartiers, l'avenir des centres de documentation, les liens entre radicalisation et laïcité, la place de la culture dans la politique de la ville...)

Dans le même temps, la nouvelle **conférence des présidents-es** des centres de ressources s'est réunie dans un objectif d'interconnaissance et d'échanges sur les enjeux de la politique de la ville, avec notamment la présence de François-Antoine Mariani. La présidente de l'IREV, Amel Gacquerre, Vice-présidente du Conseil régional, y participait.

La deuxième journée était dédiée aux **perspectives d'évolution et de structuration du réseau national** des centres de ressources politique de la ville, avec l'ambition de définir les visions et les missions de ce réseau : quelle contribution apporte-t-il aux centres de ressources ? Quelles transformations souhaite-t-il accompagner les prochaines années ?

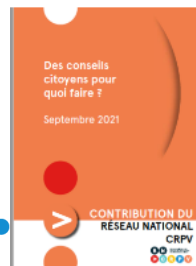
Les regroupements annuels sont préparés par un collectif de volontaires des équipes des centres de ressources, Pauline Auclair et Mounia Boukhoms (CRPRS) ont contribué au titre de l'IREV.

- La **participation à des groupes de travail internes au Réseau National des CRPV** (Programme de travail du Réseau National) :

- Par métiers : directeurs ; chargés de l'information – communication - documentation ;
- En inter-métiers, par thématiques, permettant l'échange de pratiques et de méthodes voire la co-production entre CRPV : éducation, développement économique urbain, renouvellement urbain, participation citoyenne, santé, égalité femmes-hommes....  
Le Réseau national des CRPV établit un programme d'actions annuel permettant de rendre plus lisibles les travaux du réseau auxquels contribuent les équipes.
  - L'IREV contribue à cette dynamique collective par son implication comme membre des GT voire leur co-animation (Education, Participation citoyenne, Questions urbaines) ;

- Des publications sont issues de ces travaux : en 2021, le Groupe de travail Participation co-animé par l'IREV (avec Villes au Carré et Labo Cités) a ainsi publié une contribution collective « Des conseils citoyens pour quoi faire ? », disponible sur le site internet animé par ce groupe de travail

➤ Y aller  
par 4 Chemins.



- L'alimentation régulière du [Scoop-it Politique de la Ville](#), Panorama de presse du Réseau National ;
- Le co-pilotage du site portail du Réseau des CRPV avec la directrice de Labo Cités (CRPV Auvergne – Rhône Alpes) : [www.reseau-crpv.fr](http://www.reseau-crpv.fr).

### • Réseau RECI



L'IREV participe également aux travaux du Réseau Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration (RECI) depuis 2005. Le Réseau RECI entend favoriser une action collective et mutualisée de production de connaissances dans le domaine de l'immigration, l'intégration et/ou de la lutte contre les discriminations liées à l'origine. Il est soutenu par l'ANCT, le ministère de l'Intérieur et la Commission Européenne.

Les travaux portent sur deux axes complémentaires :

- capitalisation et diffusion des ressources documentaires (base de données bibliographiques mutualisée <http://biblio.reseau-reci.org>, alimentation du Portail européen sur l'intégration : <https://ec.europa.eu/migrant-integration>), [Scoop-it Intégration](#), [prévention des discriminations](#) ;
- production de connaissance (notes, « point de vue sur »), capitalisation d'expériences et mise en débat (séminaires nationaux) disponibles sur [www.reseau-reci.org](http://www.reseau-reci.org).

En 2021, les chantiers principaux ont prolongé les travaux menés sur discriminations dans le champ scolaire et discriminations dans le champ du logement. En synthèse, les travaux menés avec la contribution de l'IREV :

- Discriminations dans le champ scolaire :
  - Publication d'un benchmark intitulé "[Lutter contre les ségrégations scolaires : Ce que nous apprennent les expériences nationales et internationales](#)" (janvier 2021)
  - Intervention du réseau RECI dans le cadre du forum des initiatives organisé par la coordination nationale des Cités éducatives le 13 janvier 2021



## Rapport d'activités 2021

- Webinaire dédié aux Cités éducatives le 21 juin 2021. Intitulé "Cités éducatives, égalité et justice sociale : s'outiller pour prévenir les discriminations"
- Présentation des travaux aux collègues des CRPV dans le cadre du groupe éducation du réseau national des centres ressources politique de la ville, le 2 juillet 2021

- Logement et mixité sociale

Après la publication de la note Les Conventions Intercommunales d'Attribution : une opportunité pour concilier la mixité sociale et l'égalité de traitement ? en janvier 2020, et compte tenu de l'intérêt suscité par ce travail, le Réseau RECI a poursuivi sa diffusion à l'échelle nationale comme locale :

- Le 12/03/21 : Présentation de la note et échanges avec les services de l'ANCT (Grande Equipe et Programme Renouvellement urbain - Habitat)
- Le 19/05/21 : Audition du réseau RECI par les membres du Conseil National des Villes travaillant à la publication d'un avis sur la mixité sociale<sup>1</sup>
- Le 10/06/21 : suite à cette audition, un échange plus approfondi a été organisé avec Mme Sylvie Charriere, députée LREM de la Seine-Saint-Denis et membre du groupe de travail du CNV, autour des enjeux de mixité et du projet de loi 3DS.
- Le 09 et 10/09/21 : Rencontres Acteur·rices Chercheur·es (RAC) à Hardelot. Ces 1eres Rencontres Acteur·rices Chercheur·es (RAC) étaient organisées par le laboratoire du CNRS « TEPP » sur la thématique « Discriminations ethno-raciales et quartiers prioritaires ».
- Le 21/09/21 Webinaire « Les discriminations dans le logement : Etat des savoirs et leviers de l'action publique » organisé avec l'ANCT (80 participants, 111 vues du replay disponible sur La grande équipe)

---

<sup>1</sup> Conseil National des Villes : Mixités : une richesse, une nécessité. Pour des mixités choisies et émancipatrices : changer de regard et de méthode, sept. 2021

## 4. Information, documentation, communication

- **Animation du site internet et diffusion de l'information :**

### LE SITE INTERNET DE L'IREV

Afin de mieux répondre aux besoins des publics en termes d'informations, de capter de nouveaux publics et de valoriser les activités et productions de l'IREV ainsi que de celles émanant des territoires, l'IREV anime et renouvelle régulièrement son site.

L'information de nos publics est une fonction centrale du centre de ressources, qui s'appuie sur :

- Une alimentation régulière du site internet irev.fr,
- La rédaction et la diffusion d'une lettre d'information mensuelle,
- Occasionnellement des lettres d'informations thématiques.

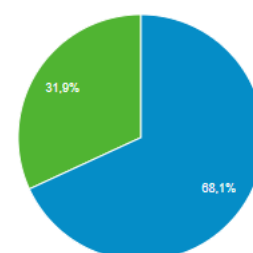
Cette information et diffusion d'information nécessite une veille informationnelle quotidienne qui se traduit également par une participation active à l'alimentation des panoramas de presse avec les Réseaux nationaux (scoop-it des CRPV et RECI).

En 2021, l'équipe a poursuivi ses réflexions sur l'amélioration de l'accessibilité du site internet et les ajustements à réaliser pour que les usagers puissent naviguer avec plus de facilité. Il en résulte quelques agencements de rubriques et d'autres changements plus importants à venir comme la création de menu déroulants.

Par ailleurs, toute l'équipe a suivi une formation en décembre 2021, afin d'améliorer sa communication écrite sur l'ensemble de ces supports, dans l'objectif d'écrire de manière plus claire et concise sur les supports numériques. Le site internet bénéficie des apports de la formation.

En 2021, le site internet connaît une fréquentation à celle de 2020 avec :

■ New Visitor ■ Returning Visitor



- 10932 Visiteurs, soit une moyenne mensuelle de 911 visiteurs.

Un chiffre en hausse en comparaison à l'année 2020 (9988 visiteurs).

- 25252 sessions, durée moyenne 02 :51, correspondant aux visites individuelles qu'un utilisateur fait sur le site internet, une session étant définie comme l'ensemble des interactions d'un utilisateur dans un laps de temps donné sur votre site web. Un chiffre également en hausse, avec 18910 sessions en 2020.

**71485 pages ont été consultées sur le site internet en 2021** dont 53710 vues uniques soit hausse de 75%.

**La rubrique « thématiques » est la plus consultée du site internet** pour la deuxième année consécutive. Ce sont donc les contenus réalisés par l'IREV sur les différents thèmes avec **16280 pages consultées**. Puis viennent les actualités, dont la fréquentation est drainée par la newsletter mensuelle (7563 pages vues). La rubrique des offres d'emplois continue d'attirer des visiteurs réguliers (3158 consultations).

**3188 téléchargements uniques** sont comptabilisés en 2021 sur le site internet de l'IREV, un chiffre proche de 2020. Parmi les PDF téléchargés, on retrouve par exemple en 2<sup>ème</sup> place le document « INITIATIVES CITOYENNES : DE L'ÉMERGENCE AU DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE » (99 téléchargements).





## LES PANORAMAS DE PRESSE

Depuis 2014, les chargé(e)s d'information et documentation du réseau national des centres de ressources Politique de la ville (RNCRPV) alimentent un panorama de presse, via Scoop-it

<https://www.scoop.it/topic/actu-politiquedelaville>

Cet outil propose de l'actualité en continu, sélectionnée grâce à la veille partagée de 19 centres de ressources (via le Club de veille et l'outil de veille Diigo) pour informer rapidement sur les politiques publiques territoriales de cohésion urbaine et sociale, sur l'ensemble du territoire français. L'alimentation du scoop-it se fait à tour de rôle entre les différents chargés d'info-doc des centres de ressources. L'IREV a géré le scoop-it en avril.

Le Réseau RECI alimente également son panorama de presse sur l'actualité nationale de l'immigration, de l'intégration et de la lutte contre les discriminations sous scoop-it depuis 2015 : [www.scoop.it/immigration-integration-lutte-contre-les-discriminations](http://www.scoop.it/immigration-integration-lutte-contre-les-discriminations)

Le scoop-it du réseau RECI a obtenu 604 vues en 2021, 499 visiteurs pour 90 nouvelles postées.

### • Espace doc

La base de données documentaire (<http://biblio.reseau-reci.org>), est l'outil de référence de gestion de notre espace doc, à la fois physique et numérique, elle est mutualisée avec les membres du Réseau RECI depuis 2005 (cf. supra).

Cette base est alimentée par l'entrée de références bibliographiques (locales et nationales) comportant un résumé. **141 notices** ont été réalisées en 2021 par l'IREV. Cette baisse peut s'expliquer par l'absence de stagiaire en documentation. En 2019 et 2020, deux stagiaires ont été recrutés par l'IREV, ce qui a permis d'augmenter significativement le nombre de notices réalisées.

En 2021, la base de données documentaire en ligne a reçu **9505** visites de sa page d'accueil (contre 11038 en 2020). La mise en place des

statistiques de consultation via le logiciel de gestion documentaire donne des éléments d'informations complémentaires :

- Nombre de sessions (nombre de visites, quelle que soit la « page » consultée) : **140451 en 2021** (77953 en 2020)
- Nombre de consultations des notices via le permalink (lien précis et pérenne d'une notice, ce lien peut être placé dans une bibliographie par exemple ou être accessible via les moteurs de recherche) : **43619 consultations en 2021** (près de 26093 sur l'année 2020)
- **25850 documents numériques consultés** (12488 en 2020).

À la suite de ces consultations, des demandes documentaires parviennent aux différentes structures (demande d'emprunt de documents, de coordonnées de structures ressources...). En 2021, l'IREV a reçu 17 demandes d'informations documentaires et enregistré 58 prêts.

### • Communication :

Afin d'asseoir son rayonnement régional et de s'assurer une bonne communication autour de ses actions, l'IREV travaillera également sur :

- les relations presse à l'occasion des événements phares (Journées régionales, Pop-Up),
- la présence sur les réseaux sociaux (twitter et LinkedIn),
- la diffusion des outils de communication (plaquettes...)
- la promotion de l'IREV auprès des organismes de formation (interventions en formation initiale Master 2 sciences politiques, urbanisme, développement local, établissements de formation en travail social),
- le développement des partenariats avec les acteurs de proximité.

Pour ce faire, l'IREV possède plusieurs outils et moyens de communication. A noter qu'en décembre 2020, tous les agents de l'IREV (soit 10 personnes) se sont formés, pendant 2 jours avec un formateur du CFPJ, le centre de formation pour les journalistes. La formation a été conçue sur mesure en fonction de nos



besoins, et l'objet de cette formation était d'améliorer la communication écrite de la structure.

## LA LETTRE D'INFORMATIONS MENSUELLE

Chaque mois, l'IREV diffuse une lettre d'informations électronique recensant les nouveaux articles publiés sur son site internet (actualités de l'IREV, régionales et générales, documentation, agenda et offres d'emploi).

En 2021, l'IREV a publié :

- 12 lettres d'informations ;
- Chaque mois en moyenne, il y a **342** lecteurs de la newsletter, ce qui signifie **4107** lecteurs sur toute l'année, pour une moyenne de 2496 contacts touchés chaque mois. Le chiffre reste stable, bien qu'un effort ait été réalisé pour développer et mettre à jour la base de données de contacts (2002 destinataires étaient recensés en 2020). Les lettres d'informations ont généré en 2021 **1789** clics sur un article du site internet irev.fr, soit **149** clics chaque mois.
- Chaque mois, les articles concernant l'IREV remportent un franc succès, suivis des actualités régionales (en particulier les offres d'emplois et les financements), puis les grandes annonces nationales.

En complément d'informations, tous mailings confondus de l'IREV (68 envoyés en 2021), le taux d'ouverture des mails est de 18,32 % et le taux de clics sur les liens et articles dans ces mails est de 4,62%, il y a également 0,06% de désinscriptions. A savoir qu'en Europe, le taux moyen d'ouvertures des campagnes emailing s'élève à 36,75%, et le taux de clics est 2,11% pour les associations (il n'existe pas de données administration).<sup>2</sup>

## LES RESEAUX SOCIAUX

### La chaîne Youtube de l'IREV



<sup>2</sup> <https://fr.sendinblue.com/blog/statistiques-email-marketing-indicateurs-cles-performances-moyennes/>

Depuis 2018, l'IREV a renforcé sa présence sur les réseaux sociaux avec la création d'une chaîne Youtube IREV CRPV Hauts-de-France.

Cette initiative permet au centre de ressource d'élargir son panel d'outils de diffusion d'information, en y intégrant des fichiers vidéo, permettant les retransmissions de journées régionales.

En 2021, 19 nouvelles vidéos ont été postées sur cette chaîne Youtube. Compte-tenu de la crise sanitaire la vidéo est un support indispensable et privilégié pour la rediffusion des visioconférences notamment.

La chaîne YouTube est passée de 188 abonnés en 2020 à **237 abonnés** en 2021 soit 49 nouveaux abonnés. Elle cumule **12 777 vues** sur l'année. La vidéo la plus populaire de la chaîne « La laïcité – Et tout le monde s'en fout » compte plus de 45 000 vues au total, elle a été consultée 7436 fois en 2021.

### Twitter

Outil privilégié de communication et de partage d'informations des décideurs et journalistes, la présence de l'IREV sur ce réseau est intéressante, notamment pour la réalisation de sa veille. Actif depuis fin 2013, le compte twitter @irev\_hdf a émis tweets en 2021. **416 abonnés** étaient comptabilisés à la fin 2021 soit +10% (374 abonnés à la fin de l'année 2020).

Par ailleurs, 40 sessions du site internet ont été générées à partir de tweets.

Au titre du réseau RECI, l'IREV est également en charge de l'animation du compte twitter EWSI France (@EWSIFrance), depuis septembre 2015, dans le cadre de la participation du réseau RECI à l'alimentation du Portail Européen sur l'intégration (<https://ec.europa.eu/migrant-integration/>). Depuis 2019 s'est ajouté l'alimentation d'une page Facebook EWSI France.

### Linkedin

Linkedin, réseau social à visée professionnelle, permet à l'IREV de conforter sa communication de réseau, en donnant à voir les cycles et



évènements qu'il anime. L'outil permet également de diffuser l'information à une cible qualifiée, car cible de professionnels, en complément de son site internet et son compte twitter, pour une meilleure visibilité.

L'IREV dispose d'une page professionnelle "IREV, centre de ressources politique de la ville Hauts-de-France

(<https://www.linkedin.com/company/25030530/>) ainsi qu'un compte appelé "IREV Communication"

(<https://www.linkedin.com/in/irev-communication-4853a714a/>).

En 2021, 258 publications ont été mises en ligne sur la seule page IREV centre de ressources Politique de la ville Hauts-de-France. Par ailleurs, 366 visiteurs sont venus sur cette page LinkedIn en 2021. On compte désormais **1464 abonnés à la page** (contre 1014 en 2020).

**Concernant le compte IREV Communication**, il comptabilise plus de **1800 relations et plus de 1800 abonnés** pour 1300 en 2020.

LinkedIn a généré 305 sessions sur le site en 2021.





## Le centre de ressources prévention des radicalités sociales

Depuis 2018, l'IREV porte ce projet spécifique. En synthèse ci-dessous, quelques éléments saillants de l'activité du CRPRS.

### **Constituer et animer un espace de ressources sur la prévention des différentes formes de radicalités sociales.**

Le centre de ressources assure une fonction de veille sur les politiques publiques, les travaux de recherche, espaces de formation et expériences locales. Les informations sont ensuite diffusées via le site internet <https://www.prev-radicalites.org/> et le compte LinkedIn (1898 abonnés). Un fonds documentaire spécialisé de près de 200 références est mis à disposition des acteurs locaux.

### **Former les professionnels et sensibiliser les familles à la compréhension des radicalisations, du fait religieux, de la laïcité, et au malaise identitaire des jeunes afin de favoriser un repérage précoce non stigmatisant.**

En 2021, le CRPRS a mis en oeuvre :

- L'organisation de **journées de sensibilisation** prenant appui sur des expertises reconnues. 8 journées ont été proposées (150 participants) avec Thierry Toutin, ancien commandant divisionnaire (UCLAT), docteur en droit privé-sciences criminelles et chargé d'enseignement en criminologie pour les formateurs du plan Valeurs de la République et Laïcité, GIP Réussir en Sambre Avesnois, le SPIP de Valenciennes et des CLSPD (Villeneuve d'Ascq, Mons-en-Baroeul). Les journées de sensibilisation pour les jeunes et les professionnels des Epide de Saint Quentin et de Cambrai se sont appuyées sur Hasna Hussein, sociologue des médias et spécialiste de la propagande de Daesh (200 participants).
- Quatre webinaires du CPRMV (Centre de Prévention de la Radicalisation menant à la Violence – Montréal), mobilisés en 2020,

ont été à nouveau mobilisés. Ces webinaires portaient sur la compréhension du phénomène, la reconnaissance des comportements, Comment engager le dialogue avec une personne qui adhère aux théories du complot, Comment aborder la question de la violence extrême et des attentats en contexte scolaire. Ces webinaires ont mobilisé 643 participants.

- L'appropriation d'outils d'analyse des situations et comportements : le 15 novembre à Laon et le 16 novembre à Lille, 2 journées d'appropriation de l'outil pédagogique Alvéole (CPRMV) pour améliorer la compréhension des situations de radicalisation menant à la violence.
- Des conférences ouvertes au plus grand nombre sont également proposées, par exemple un cycle consacré aux radicalités politiques a été initié fin 2021 avec Isabelle Sommier.

**L'expérimentation d'un Observatoire des Dynamiques Sociales Confessionnelles, Idéologiques et Identitaires** a permis de finaliser le rapport d'étude comparative sur deux communes, mener un travail de benchmark sur les pratiques inspirantes en termes de stratégies locales de prévention de la radicalisation réalisé (publication à venir) et accompagner des réflexions de territoires sur leur stratégie locale de prévention de la radicalisation (CA Baie de Somme par exemple).

**Pour cette troisième année de portage par l'IREV, le CRPRS a touché un peu plus de 1000 participants.**

## ►► L'équipe - contacts

**Morgane Petit**, directrice  
[m.petit@irev.fr](mailto:m.petit@irev.fr)

**Pierre-Edouard Martin**, directeur adjoint  
[pe.martin@irev.fr](mailto:pe.martin@irev.fr)

**Kadidja Benbekhti Haffas**,  
responsable administrative et financière  
[contact@irev.fr](mailto:contact@irev.fr) - 03 20 25 10 29 (standard)

**Cindy Guillotte**, chargée de mission  
information - documentation - communication  
[c.guillotte@irev.fr](mailto:c.guillotte@irev.fr)

**Ingrid Dequin**, Responsable  
Pôle prévention des discriminations  
[i.dequin@irev.fr](mailto:i.dequin@irev.fr)

**Pauline Auclair**, chargée de mission  
Politique de la ville - renouvellement urbain  
cadre de vie  
[p.auclair@irev.fr](mailto:p.auclair@irev.fr)

**Maïta Giraldi**, chargée de mission  
Politique de la ville - cohésion sociale - éducation  
[m.giraldi@irev.fr](mailto:m.giraldi@irev.fr)

**Karima Elkhadiri**, Chargée de mission  
Pôle prévention des discriminations  
[k.elkhadiri@irev.fr](mailto:k.elkhadiri@irev.fr)

## Horaires et accès

**Ouverture du lundi au vendredi**  
9h-12h30 et 14h-17h30

**Adresse**  
135 boulevard Paul Painlevé, bâtiment Arboretum  
7<sup>ème</sup> étage, 59000 Lille

**Téléphone standard**  
03 20 25 10 29

**Métro** : Porte de Valenciennes ou Grand Palais  
**Bus** : G. Lyon (lignes 18 et 52)  
**V'lille** : Bois Habité ou Auberge de jeunesse  
**Garage à vélo** au rez-de-chaussée du bâtiment  
**Stationnement payant** autour du bâtiment

## Suivez l'IREV sur les réseaux sociaux !



**Twitter** : IREV - HdF



**LinkedIn** : IREV - centre de ressources Politique de la ville en Hauts-de-France



**Youtube** : IREV CRPV Hauts-De-France



Retrouvez les actualités de la politique de la ville et les ressources de l'IREV ainsi que son agenda et les offres d'emploi en région sur

[www.irev.fr](http://www.irev.fr)



Rédacteur : équipe IREV



# Rapport d'activités 2021

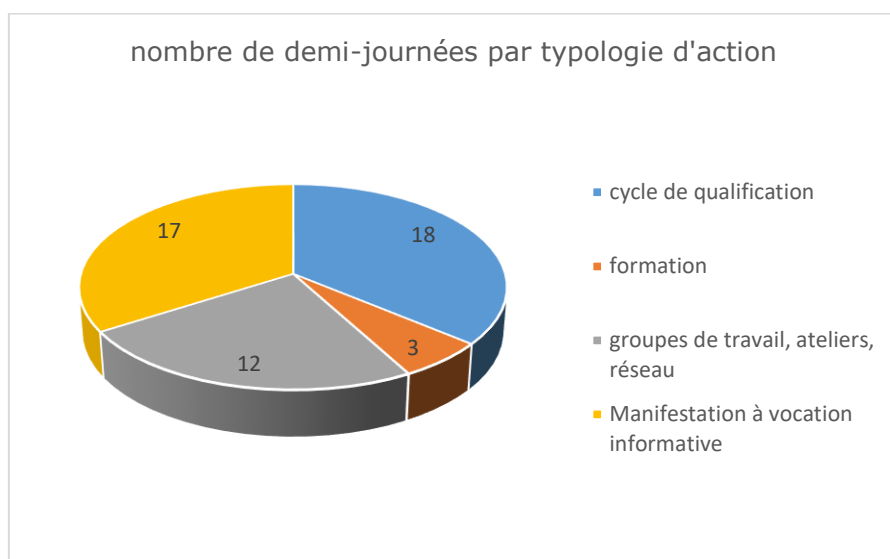
Annexe : indicateurs de suivi d'activités

**IREV** • centre de ressources Politique de la ville Hauts-de-France

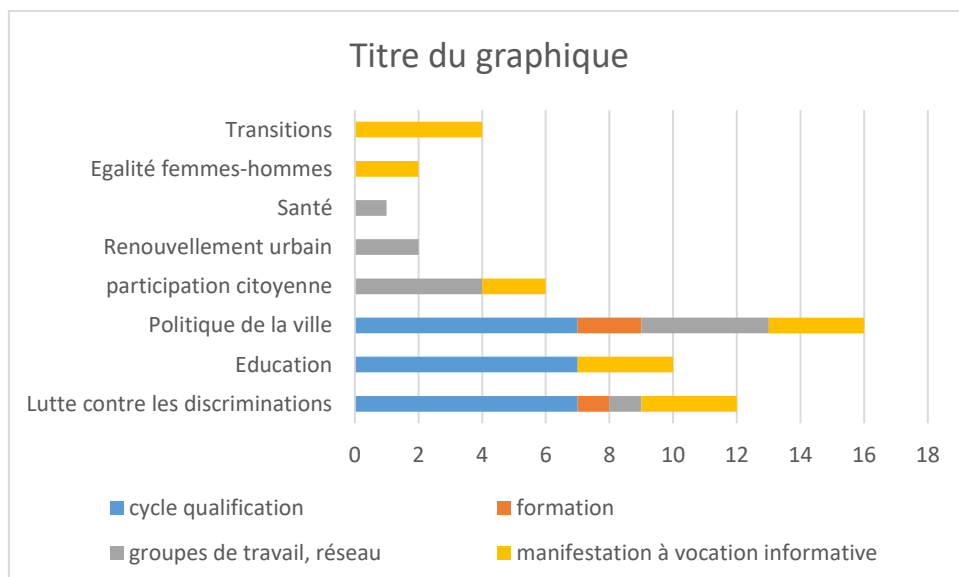
Bât. Arboretum • 7<sup>ème</sup> étage, 135 Bd Paul Painlevé - 59000 Lille • 03 20 25 10 29 • [contact@irev.fr](mailto:contact@irev.fr) • [www.irev.fr](http://www.irev.fr)

## ➤ NOMBRE DE DEMI-JOURNEES PAR TYPES D’ACTIONS

L’IREV a réalisé au titre des « missions socles » 50 demi-journées en 2021, réparties entre cycles de qualification (accompagnement des cités éducatives, démarches territoriales LCD, évaluation...), manifestations à vocation informative (Assises de la Politique de la ville, journée régionale, visioconférences...), groupes de travail (initiatives citoyennes) et réunions de réseaux (pilotes des contrats de ville, ASV, RU).



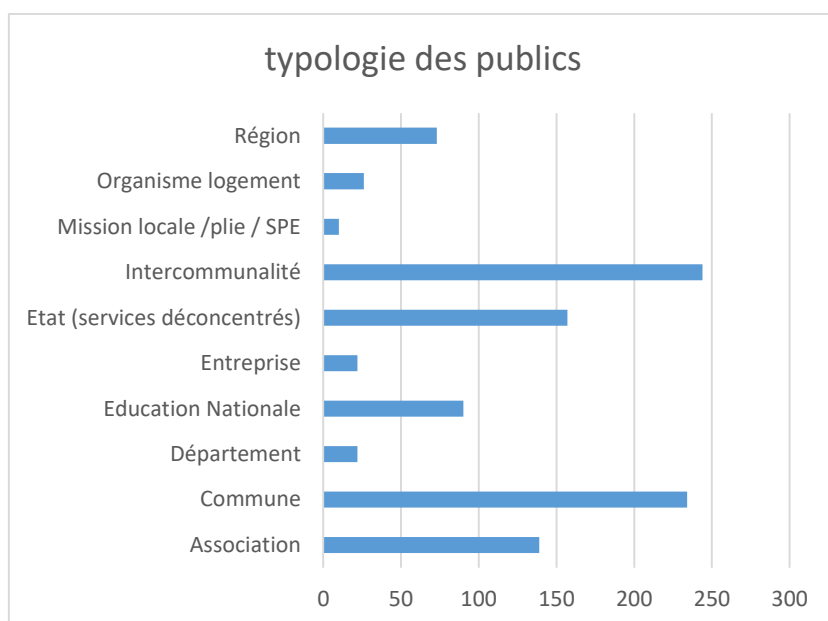
## ➤ NOMBRE DE DEMI-JOURNEES PAR THEMATIQUE ET PAR TYPE D’ACTIONS



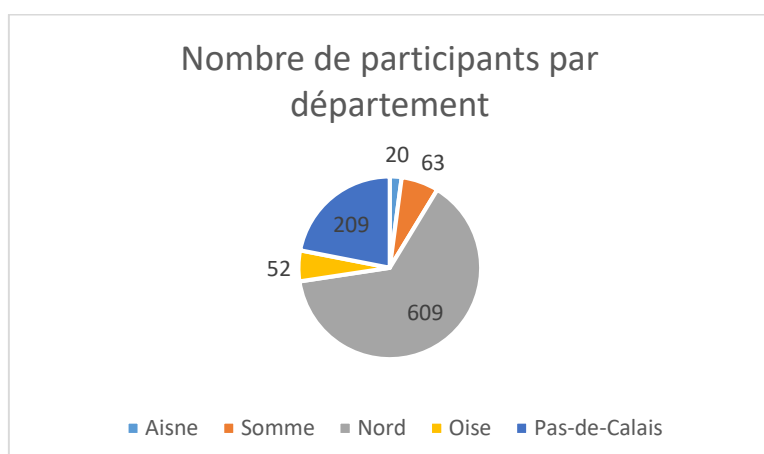
## ➤ PRESENCES CUMULEES PAR PROFIL DE PARTICIPANT

Les actions de l'IREV ont rassemblé plus de 1200 participants, dont :

- 51% issus des collectivités territoriales,
- 15 % services de l'Etat
- 14 % associations



## ➤ ORIGINE GEOGRAPHIQUE DES PARTICIPANTS





## Nombre de participants par contrat de ville

